

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/FRA/G/4

12 juillet 1996

(96-2725)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: français

## PRINCIPALES LOIS ET REGLEMENTATIONS CONSACREES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE NOTIFIEES AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

### France

Le présent document contient le texte des lois et réglementations ci-après<sup>1</sup>, notifiées par la France au titre de l'article 63:2 de l'Accord (voir le document IP/N/1/FRA/1):

	<u>Page</u>
- Cognac - Décret du 15 mai 1935.	2
- Châteauneuf-du-Pape - Décret du 2 novembre 1966	3
- Beaufort - Décret du 12 août 1993 relatif à l'appellation d'origine contrôlée Beaufort	4
- Décrets du 10 janvier 1994 relatifs aux appellations d'origine contrôlées "huile d'olive de Nyons" et "olives noires de Nyons"	7
- Liste des appellations d'origine agricoles et agro-alimentaires	11

---

<sup>1</sup>Français seulement.

Eau-de-vie de Cognac  
Eau-de-vie des Charentes

COGNAC

Décret du 15 mai 1936

**Art. 1er.** - (*D. 30 novembre 1936*). - Les appellations contrôlées Cognac », « Eau-de-vie de Cognac », « eau-de-vie des Charentes », sont exclusivement réservées aux eaux-de-vie qui, répondant aux conditions ci-après énumérées, proviendront de vins récoltés et distillés sur les territoires élimités par le décret du 1er mai 1909 [voir annexe 1], qui bénéficient actuellement de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919, ainsi que la commune Saint-Michel de Léparon (Dordogne), qui a acquis le droit à l'appellation « Cognac » en vertu des prescriptions de l'article 15 de la loi du 6 mai 1919.

La dénomination Fine champagne et les sous-appellations charentaises de Grande champagne, Petite champagne, Borderies, Fins bois, Bons bois, Bois ordinaires, Bois à terroirs seront exclusivement réservées aux eaux-de-vie à appellation contrôlée, « Cognac », « Eau-de-vie de Cognac », « Eau-de-vie des Charentes ».

Un décret ultérieur pourra délimiter les sous-régions bénéficiant de ces sous-appellations [voir fiche 2].

**Art 2.** - (*Modifié, D. 11 mars 1971*). - Les vins destinés à la distillation des eaux-de-vie ayant droit aux appellations contrôlées « Cognac », « Eau-de-vie de Cognac » et « Eau-de-vie des Charentes » devront provenir obligatoirement des cépages suivants, à l'exclusion de tous autres :

(*Modifié, D. 6 juillet 1984, D. 18 mars 1988*).

Cépages principaux :

Ugni blanc, Folle blanche, Colombard, Blanc-ramé, Jurançon blanc, Montils, Sémillon.

Cépage accessoire admis dans la proportion maximum de 10 % de l'encépagement :

Select.

**Art 3.** - Dans un délai d'un an une réglementation de la taille sera proposée au Comité national des appellations d'origine par le bureau de la fédération des viticulteurs charentais.

**Art 4.** - Seuls pourront servir à la production des eaux-de-vie à appellation contrôlée « Cognac », « Eau-de-vie de Cognac » et « Eau-de-vie des Charentes » les vins vinifiés conformément aux usages locaux et pour lesquels un certificat de non-sucrage aura été fourni. L'usage des presses comportant une vis d'Archimède, dites presses continues, est interdit.

**Art. 5.** - (*Remplacé, D. 77.1382 du 14 décembre 1977*). - Seules ont droit à l'une des appellations contrôlées ci-dessus les eaux-de-vie présentant à la sortie de l'alambic un titre alcoométrique n'excédant pas 72° et distillées selon le procédé dit « charentais » comportant deux chauffes successives et consacré par les usages locaux, loyaux et constants. L'alambic charentais est composé essentiellement d'une chaudière chauffée à feu nu, d'un chapiteau avec ou sans chauffe-vin, d'un serpent avec appareil réfrigérant.

La capacité totale de la chaudière ne doit pas dépasser 30 hl (avec une tolérance de 5 %) et le volume de la charge est limité à 25 hl par chauffe.

Toutefois, les chaudières d'une capacité supérieure au maximum fixé à l'alinéa précédent peuvent être utilisées à la condition qu'elles soient exclusivement réservées à l'opération de première chauffe en vue de l'obtention du « brouillis » et qu'elles répondent, en outre, aux conditions suivantes :

1° La capacité totale de la chaudière ne doit pas dépasser 140 hl (avec une tolérance de 5 %) et le volume de vin mis en oeuvre est limité à 120 hl par chauffe ;

2° Le dispositif de chauffage doit être spécialement adapté à la production exclusive de brouillis.

Les eaux-de-vie portant les appellations contrôlées « Cognac », « Eau-

de-vie de Cognac » ou « Eau-de-vie des Charentes » doivent présenter, au moment de la vente au consommateur, un titre alcoométrique minimum de 40° GL.

(*Complété, D. 14 avril 1988*). - La distillation des vins au moment du procédé dit « Charentais » devra être effectuée avant le 31 mars de l'année qui suit celle de la récolte. Les eaux-de-vie produites postérieurement à cette date ne peuvent pas bénéficier du droit aux appellations d'origine contrôlées « Cognac », « Eau-de-vie de Cognac », « Eau-de-vie des Charentes ».

(*Complété, D. 10 mars 1993*).

**Art 5 bis.** - Les eaux-de-vie pour lesquelles sont revendiquées, lors de la déclaration de distillation, les appellations d'origine contrôlées « Cognac », « Eau-de-vie de Cognac » et « Eau-de-vie des Charentes » ne pourront être mises en circulation sans un certificat d'agrément délivré par l'Institut national des appellations d'origine après vérification des conditions de production telles qu'elles figurent aux articles 1er à 5 ci-dessus.

Un arrêté conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre de l'économie et des finances pris sur proposition de l'Institut national des appellations d'origine après avis des syndicats intéressés fixera les règles de procédure applicables à la délivrance du certificat d'agrément.

**Art. 6.** - Les eaux-de-vie pour lesquelles aux termes du présent décret, seront revendiquées les appellations contrôlées « Cognac », « Eau-de-vie de Cognac », « Eau-de-vie des Charentes », ne pourront être déclarées après la récolte, offertes au public, expédiées, mises en vente ou vendues, sans que dans la déclaration de récolte, dans les annonces sur les prospectus, étiquettes, récipients quelconques, les appellations d'origine susvisées soient accompagnées de la mention « Appellation contrôlée », en caractères très apparents.

**Art. 7.** - L'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de faire croire à l'acheteur qu'une eau-de-vie a droit aux appellations contrôlées « Cognac », « Eau-de-vie de Cognac », « Eau-de-vie des Charentes », alors qu'elle ne répond pas à toutes les conditions fixées par le présent décret sera poursuivi conformément à la législation générale sur les fraudes et sur la protection des appellations d'origine (*art 1er et 2 de la loi du 1er août 1905, art 8 de la loi du 6 mai 1919, art 13 du décret du 19 août 1921*) sans préjudice des sanctions d'ordre fiscal, s'il y a lieu.

1) Ce texte constitue le décret de contrôle.

## CHATEAUNEUF- DU-PAPE

Décret du 2 novembre 1966

### Aire de production

**Art. 1er.** - (Remplacé, D. 2 octobre 1992) - Seuls ont droit à l'appellation d'origine contrôlée « Châteauneuf-du-Pape », reconnue par le décret du 15 mai 1936, les vins rouges et blancs répondant aux conditions fixées ci-après :

**Art. 1er bis.** - (Modifié, D. 2 octobre 1992) - L'aire de production des vins ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Châteauneuf-du-Pape » est délimitée à l'intérieur du territoire des communes suivantes : Châteauneuf-du-Pape, Bédarrides, Courthézon, Orange et Sorgues.

Pour avoir droit à l'appellation d'origine contrôlée « Châteauneuf-du-Pape », les vins doivent être issus de vendanges récoltées dans l'aire de production dont les limites ont été tracées sur la carte d'état-major au 1/50000 annexée au jugement du tribunal d'Avignon en date du 28 mars 1930. L'aire de production ainsi délimitée est reportée sur des plans cadastraux déposés à la mairie des communes concernées.

Tout apport dans les parcelles qui sont incluses dans l'aire délimitée de terre prélevée en dehors de cette aire fait perdre à ces parcelles le droit à l'appellation d'origine contrôlée « Châteauneuf-du-Pape ».

Toute modification du profil des sols ou de la morphologie du relief pourra entraîner le déclassement de la parcelle concernée, déclassement prononcé par le Comité national des vins et eaux-de-vie de l'Institut national des appellations d'origine, après avis d'une commission des sols nommée par la Fédération des syndicats des producteurs de Châteauneuf-du-Pape. Les conditions de fonctionnement de cette commission seront établies par un règlement intérieur qui sera soumis à l'approbation de l'Institut national des appellations d'origine.

### Encépagement

**Art. 2.** - Les vins ayant droit à l'appellation contrôlée « Châteauneuf-du-Pape » devront provenir des cépages suivants à l'exclusion de tous autres : grenache, syrah, mourvèdre, picpoul, terret noir, counoise, muscardin, vaccarèse, picardan, cinsault, clairette, roussane, bouboulenc.

Tout producteur de vin de « Châteauneuf-du-Pape » possédant dans son exploitation des parcelles situées dans l'aire délimitée et contenant des hybrides ne peut revendiquer le droit à cette appellation contrôlée.

### Taille

**Art. 3.** - (Remplacé, D. 2 octobre 1992) - Pour tous les cépages de l'appellation d'origine contrôlée « Châteauneuf-du-Pape », à l'exception de la syrah, seule la taille courte à deux yeux au maximum par courson en sus du bourgeon est autorisée.

Pour les vignes de moins de quarante ans, le nombre d'yeux maximum est fixé à douze yeux par cep.

Pour les vignes de plus de quarante ans, le nombre d'yeux maximum est fixé à quinze yeux par cep.

Pour les cépages grenache noir, mourvèdre, picpoul noir, terret noir, seule la conduite en gobelet est autorisée.

Pour les cépages grenache blanc, picpoul blanc, picardan, clairette, roussane, bouboulenc, muscardin, vaccarèse, cinsault, counoise, est autorisée la conduite en gobelet ou en cordon de royat bilatéral palissé à deux fils superposés au minimum.

Pour le cépage syrah, sont autorisées :

- la conduite en gobelet ;

- la conduite en cordon de royat bilatéral ;

- la conduite en taille Guyot avec un long bois à huit yeux francs au maximum.

Pour ces deux derniers modes de conduite, les ceps sont palissés avec

deux fils superposés au minimum.

Pour les vignes palissées, le fil porteur ne devra pas être situé à une hauteur supérieure à 0,60 mètre au-dessus du sol au moment de l'entrée en production.

Les vignes de moins de vingt ans pourront faire l'objet d'une transformation du mode de conduite jusqu'à l'an 2000, sous réserve :

- d'en avoir fait la demande auprès de l'Institut national des appellations d'origine ;

- de limiter à huit le nombre de grappes par cep en cours de transformation.

Au-delà de ce délai, aucune transformation ne pourra plus être opérée, sans une dérogation expresse accordée par l'Institut national des appellations d'origine.

**Art. 3 bis.** - (Complété, D. 2 octobre 1992) - Pour toutes les vignes plantées à compter de la publication du présent décret, les normes suivantes devront être respectées :

Plantations au carré : la distance entre les ceps ne pourra excéder 2 mètres, ceci correspondant à une densité minimale de 2500 pieds par hectare.

Plantations en ligne : la distance entre deux rangées ne pourra excéder 2,50 mètres, la densité minimale ne pouvant être inférieure à 3900 pieds par hectare.

Les vignes en production présentant un taux de manquants supérieur à 15 p. 100 verront leur rendement maximum abaissé proportionnellement au taux de manquants effectivement constaté, et ceci pour la totalité de la superficie culturale concernée.

### Arrosage

**Art. 4.** - (Remplacé, D. 2 octobre 1992) - La submersion des vignes est interdite. L'arrosage, sous quelque forme que ce soit, est interdit pendant la période de végétation des vignes. Toutefois, en cas de sécheresse persistante, l'arrosage peut être autorisé par l'Institut national des appellations d'origine, sur demande de la Fédération des syndicats de Châteauneuf-du-Pape, mais limité à deux fois seulement par récolte et par parcelle, à condition d'intervenir avant la date du 15 août, et dans la mesure où il est susceptible d'améliorer la qualité.

### Degré minimum

**Art. 5.** - (Remplacé, D. 26 mars 1993) - Les vins ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Châteauneuf-du-Pape » doivent provenir de raisins récoltés à bonne maturité et présenter un titre alcoométrique naturel minimum de 12°5.

Ne peut être considéré comme étant à bonne maturité tout lot unitaire de vendange présentant une richesse en sucre inférieure à 207 grammes par litre de moût pour les vins rouges et 196 grammes par litre de moût pour les vins blancs.

Les moûts aptes à produire des vins blancs et les vins blancs ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Châteauneuf-du-Pape » peuvent bénéficier d'une autorisation d'enrichissement par addition de moût concentré rectifié dès lors que cette pratique est rendue nécessaire par des circonstances climatiques exceptionnelles et dans les conditions définies par arrêté interministériel.

Toute autre opération d'enrichissement en sucre ou en alcool quelle que soit la manière dont elle est pratiquée, même par concentration et même dans les limites légales, fait perdre au vin qui la subit le droit à l'appellation d'origine contrôlée « Châteauneuf-du-Pape ».

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

Décret du 12 août 1993 relatif  
à l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort »  
NOR ECOC9300081D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code de la consommation, et notamment ses articles L. 115-6, L. 115-16 et L. 115-20 ;

Vu la loi du 2 juillet 1935 modifiée tendant à l'organisation et à l'assainissement des marchés du lait et des produits résineux ;

Vu le décret n° 88-1206 du 30 décembre 1988 portant application des lois du 1<sup>er</sup> août 1905 et du 2 juillet 1935 en ce qui concerne les fromages ;

Vu le décret n° 91-368 du 15 avril 1991 portant organisation et fonctionnement de l'Institut national des appellations d'origine ;

Vu les délibérations du Comité national des produits laitiers de l'Institut national des appellations d'origine en date du 3 décembre 1992,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - L'appellation d'origine contrôlée « Beaufort », reconnue par le décret du 4 avril 1968, est réservée aux fromages répondant aux dispositions de la législation en vigueur et aux usages locaux, loyaux et constants, tant en ce qui concerne la production et la livraison du lait que la fabrication et l'affinage des fromages.

L'ensemble des conditions de production sont définies ci-après :

Art. 2. - Aire de production.

La production du lait, la fabrication et l'affinage des fromages doivent être effectués dans l'aire géographique qui s'étend au territoire des communes suivantes :

Département de la Savoie

Arrondissement d'Albertville

Canton d'Albertville : les communes de Rognais, La Bâthie, Cevins, Saint-Paul-sur-Isère et Esserts-Blay.

Canton d'Ugine : les communes de La Giétaz, Flumet, Notre-Dame-de-Bellecombe, Crest-Voland, Cohennoz et Saint-Nicolas-la-Chapelle.

Canton de Beaufort : toutes les communes.

Canton de Bourg-Saint-Maurice : toutes les communes.

Canton d'Aime : toutes les communes.

Canton de Bozel : toutes les communes.

Canton de Moutiers : toutes les communes.

Arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne

Canton de La Chambre : toutes les communes.

Canton de Saint-Jean-de-Maurienne : toutes les communes.

Canton de Saint-Michel-de-Maurienne : toutes les communes.

Canton de Modane : toutes les communes.

Canton de Lanslebourg-Mont-Cenis : toutes les communes.

Département de la Haute-Savoie

Arrondissement de Bonneville

Canton de Sallanches : commune de Praz-sur-Arly.

Canton de Saint-Gervais-les-Bains : partie de la commune de Contamines-Montjoie formée par les quatre alpages désignés comme suit sur le relevé cadastral : La Roselette, les Besoëns, les Tierces et les Coins.

Art. 3. - Troupeau. - Races et alimentation.

a) Le lait utilisé pour la fabrication doit provenir uniquement de troupeaux laitiers composés de vaches de races locales Tarine ou Abondance, soit répondant aux critères de la section principale du livre généalogique, soit ayant fait l'objet d'une authentification à partir des caractères phénotypiques reconnus. Le syndicat de défense de l'appellation participe de plein droit aux travaux des organismes compétents en matière de génétique des races. Le lait doit répondre aux dispositions légales et en particulier provenir d'un cheptel officiellement indemne de tuberculose.

b) Tout produit d'ensilage et autres produits fermentés sont interdits sur l'exploitation.

L'alimentation du troupeau doit être assurée essentiellement par des fourrages provenant de l'aire géographique de l'appellation, et constitués d'herbe pâturée durant la période estivale et de foin distribué à volonté durant la période hivernale. La complémentation des vaches laitières ne peut intervenir que de façon exceptionnelle durant la période estivale, dans les cas suivants : vêlage, appât pour la traite, incidents climatiques, mise à l'herbe, et arrière-saison. La composition des aliments de complément doit être conforme aux prescriptions définies par le règlement intérieur de l'appellation. Durant la période hivernale, l'apport de fourrages extérieurs à l'aire géographique de l'appellation ne peut intervenir qu'en appoint de ressources locales et selon des conditions elles-mêmes précisées par le règlement intérieur.

L'entretien des pâturages d'alpage doit être lié à la conduite traditionnelle du troupeau en pâture ou au repos pour que les déjections soient convenablement réparties sur l'ensemble des parcelles pâturées. L'épandage des fumiers et lisières doit répondre aux mêmes principes pour la fertilisation des prés et prairies de fauche dans la vallée.

Art. 4. - Lait.

Le lait utilisé pour la fabrication doit provenir d'un troupeau dont la production moyenne n'excède pas 5 000 kilogrammes de lait par vache en lactation et par an.

La teneur du lait en spores butyriques ne doit pas dépasser les normes fixées par le règlement intérieur.

En application des usages locaux, loyaux et constants, le lait doit être apporté à l'atelier de fabrication dans le plus bref délai après la traite ; toutefois, à la demande de la fromagerie, lorsque des réservoirs réfrigérés sont utilisés à la ferme, le lait peut n'être apporté qu'une fois par jour à l'atelier. Dans ce cas, le mélange des laits de traites différentes ne se fait qu'à la fromagerie.

Après la fin de la traite et jusqu'à l'emprésurage, le passage du lait dans les pompes doit être limité. Il doit être emprésuré dans un délai maximal de six heures après la traite, sans avoir subi de réfrigération. Toutefois, dans le cas d'une seule fabrication par jour, l'emprésurage doit intervenir dans un délai maximal de vingt heures après la traite la plus ancienne, le lait de celle-ci pouvant être réfrigéré, et de six heures après la traite la plus récente, le lait mis en fabrication devant être constitué par le mélange des laits des deux traites.

Art. 5. - Fabrication et affinage.

Les fromages bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort » sont des fromages fabriqués uniquement avec du lait de vache entier, mis en œuvre à l'état cru, emprésuré, à pâte souple et onctueuse, cuite, pressée et salée en saumure puis en surface, de couleur ivoire à jaune pâle, pouvant présenter quelques fines lainures horizontales et quelques petites ouvertures « œil de perdrix », en forme de meules plates à talon concave, de 20 à 70 kilogrammes, d'un diamètre de 35 à 75 centimètres, et d'une hauteur en talon de 11 à 16 centimètres, à croûte frottée, propre et solide, de couleur uniforme jaune à brune, contenant au minimum 48 grammes de matières

grasse pour 100 grammes d'extrait sec, et dont la teneur en extrait sec ne doit pas être inférieure à 61 grammes pour 100 grammes de fromage à l'état affiné.

La fabrication de fromage à appellation d'origine contrôlée « Beaufort » ne peut s'exercer que dans un atelier approvisionné exclusivement avec des laits répondant aux prescriptions du présent décret, que ces laits soient destinés uniquement à la fabrication du « Beaufort » ou partiellement à la consommation ou à la fabrication d'autres produits laitiers. La présente disposition entrera en vigueur un an après la publication du présent décret.

En vertu des usages locaux, loyaux et constants, les levains lactiques utilisés pour la fabrication de fromage à appellation d'origine contrôlée « Beaufort » seront de type thermophile et constitués en majeure partie de lactobacilles. Pour cailler le lait (température 32 à 35 °C) on utilisera comme agent coagulant la présure. La recuite, additionnée de caillotte, servira simultanément à la culture de ces levains lactiques et à l'obtention de la présure. Si cela est nécessaire, l'emploi en complément de présure commerciale sera possible.

L'addition de tout autre produit est interdite pour la fabrication.

Dans les salles de fabrication du « Beaufort », la détention de tout système ou installation susceptible de chauffer le lait avant emprésurage à une température supérieure à 40 °C est interdite, à l'exception de la chaudière de fabrication. Le chauffage du caillé aura pour effet de le porter à une température comprise entre 53 et 56 °C.

Avant pressage, le caillé est rassemblé selon les usages locaux, loyaux et constants dans un moule constitué par un cercle de bois propre à l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort » dit « cercle de Beaufort ». Ce cercle particulier de diamètre réglable présente sur sa face interne un renflement circulaire dont résulte la forme concave du talon. Pendant le pressage, sous toile et dans le cercle, des retournements sont pratiqués.

L'affinage des fromages est effectué pendant une période de cinq mois au minimum à compter du jour de fabrication, à une température ne dépassant pas 12 °C et une hygrométrie de 92 p. 100 au minimum. Il doit être conduit de façon à obtenir une croûte emmorgée selon les modalités définies au règlement intérieur. Les indications figurant sur la plaque de caséine bleue doivent toujours être visibles ainsi que les chiffres du jour et du mois de fabrication.

#### Art. 6. - Préemballage.

Lorsque le fromage est vendu après préemballage, les morceaux doivent obligatoirement présenter une partie croûtée caractéristique de l'appellation ; toutefois, cette croûte peut être débarrassée de la morge.

#### Art. 7. - Contrôle.

Les critères qualitatifs applicables à l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort » comprennent notamment les éléments d'appréciation portant sur la forme et la tenue, sur la texture de la pâte et sur le goût. Le barème de cotation ainsi que les modalités de prélèvements et de contrôle sont définis par le règlement intérieur de la commission de contrôle ci-après, sur avis conforme du Comité national des produits laitiers.

Le contrôle de la qualité des fromages bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort » est exercé par une commission de contrôle ainsi composée :

- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du département de la Savoie ou son représentant ;
- le chef du service interdépartemental de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;
- trois professionnels désignés par l'organisme interprofessionnel agréé par le Comité national des produits laitiers et chargé spécialement de la défense de l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort » parmi lesquels est choisi le président.

Cette commission peut notifier aux professionnels intéressés un avertissement dans le cas où les fromages soumis au contrôle ne sont pas conformes aux caractéristiques définies.

Tout avertissement est suivi d'un nouveau contrôle effectué dans un délai maximum de trois mois à compter du jour de notification de cet avertissement.

Après deux avertissements intervenus dans le délai de six mois au maximum, la commission peut notifier une suspension de l'usage de l'appellation d'origine qui prend effet le lendemain de la date de réception de cette décision.

Cette suspension est maintenue tant que les résultats des contrôles qui sont alors effectués tous les quinze jours à compter de la notification de cette décision ne se sont pas révélés satisfaisants.

Si un fabricant ou un affineur s'oppose de quelque façon que ce soit aux contrôles de la qualité des fromages effectués par les agents de la commission de contrôle, un avertissement lui est immédiatement adressé, par lettre recommandée avec accusé de réception, lui précisant qu'un contrôle aura lieu au plus tard, dans les huit jours suivant le retour de l'accusé de réception.

Si ce second contrôle ne peut se réaliser du fait de l'interruption, la suspension de l'usage de l'appellation sera immédiatement notifiée et prendra effet le lendemain de la date de réception de cette décision.

Cette procédure est également applicable lorsque ce refus des contrôles est opposé aux agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, indépendamment des poursuites pénales fondées sur l'article L. 217-10 du code de la consommation auxquelles s'expose quiconque aura mis lesdits agents dans l'impossibilité d'accomplir leurs fonctions.

#### Art. 8. - Suivi des produits et statistiques.

Pour permettre le contrôle de la qualité, de l'origine des fromages et des règles de production du fromage et du lait, les fabricants et les affineurs doivent pouvoir justifier d'une comptabilité journalière claire, comportant les entrées et les sorties de lait et fromages ou tout document comptable équivalent, dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'appellation.

Chaque atelier ou entreprise devra fournir un état de sa production en fin d'année.

Le syndicat de défense de l'appellation adresse chaque année au Comité national des produits laitiers un rapport d'activité concernant notamment les données statistiques relatives aux fromages bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort ».

#### Art. 9. - Etiquetage.

Indépendamment des mentions réglementaires applicables à tous les fromages, l'étiquetage des fromages bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort » doit comporter le nom de l'appellation d'origine inscrit en caractères de dimensions au moins égales aux deux tiers de celles des caractères les plus grands figurant sur l'étiquetage.

L'apposition du logo comportant le sigle I.N.A.O., la mention « Appellation d'origine contrôlée » et le nom de l'appellation est obligatoire dans l'étiquetage des fromages bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée.

L'emploi de tout qualificatif ou autre mention accompagnant ladite appellation d'origine est interdit dans l'étiquetage, la publicité, les factures ou papiers de commerce, à l'exception :

- des marques de commerce ou de fabrique particulières ;
- des mentions autorisées par le règlement intérieur visé à l'article 7 du présent décret et sur avis du Comité national des produits laitiers ;
- des termes « Eté » et « Chalet d'alpage » dont l'emploi est admis dans les conditions fixées ci-après :

a) « Eté » pour les productions laitières de juin à octobre inclus, y compris les laits d'alpage, selon les usages locaux, loyaux et constants ;

b) « Chalet d'alpage » pour les productions estivales fabriquées selon les méthodes traditionnelles deux fois par jour, en chalet d'alpage au-dessus de 1 500 mètres d'altitude, comportant tout au plus la production laitière d'un seul troupeau dans le chalet.

En outre, les ateliers de fabrication doivent obtenir préalablement l'autorisation de la commission de contrôle prévue à l'article 7.

Art. 10. - L'emploi de toute indication, de tout signe, de toute dénomination de fantaisie ou de tout mode de présentation concernant le talon, susceptible de faire croire à l'acheteur qu'un fromage à pâte pressée cuite de plus de quinze kilogrammes a droit à l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort », alors qu'il ne répond pas à toutes les conditions fixées par le présent décret, est poursuivi conformément à la législation sur la répression des fraudes et sur la protection des appellations d'origine.

Art. 11. - Le décret du 29 décembre 1986 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Beaufort » est abrogé.

Art. 12. - Le ministre de l'économie et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 août 1993.

ÉDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'économie,*  
EDMOND ALPHANDÉRY

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,*  
JEAN PUECH

<b>MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE</b>
--------------------------------

**Décret du 10 janvier 1994 relatif à l'appellation  
d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons »**

NOR : ECOC9300209D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code de la consommation, et notamment ses articles L. 115-6, L. 115-7, L. 115-16 et L. 115-20 ;

Vu le décret n° 91-368 du 15 avril 1991 portant organisation et fonctionnement de l'Institut national des appellations d'origine ;

Vu les délibérations du Comité national des produits agrolimentaires de l'Institut national des appellations d'origine en date du 23 juin 1993,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Seules ont droit à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » les olives qui répondent aux conditions définies par le présent décret.

Art. 2. - L'aire de production des olives ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » est définie à l'intérieur de l'aire géographique fixée par le jugement du tribunal de grande instance de Valence en date du 24 avril 1968, qui comprend les communes suivantes :

*Département de la Drôme*

Canton de Nyons :

Arpavon, Aubres, Châteauneuf-de-Bordette, Condorcet, Curnier, Evreux, Mirabel-aux-Baronnies, Montaulieu, Mont-

brison-sur-Lez, Nyons, Le Pègue, Piégon, Les Pilles, Rousset-les-Vignes, Saint-Ferréol-Trente-Pas, Saint-Maurice-sur-Eygues, Saint-Pantaléon-les-Vignes, Venterol, Vinsobres.

Canton de Buis-les-Baronnies :

Beauvoisin, Benivay-Ollon - Buis-les-Baronnies, Eygaliers, Mérindol-les-Oliviers, Mollans-sur-Ouvèze, La Penne-sur-l'Ouvèze, Pierrelongue, Plaisians, Propiac, Rochebrune, La Roche-sur-le-Buis, Sainte-Jalle, Vercoiran.

Canton de Remuzat :

Montréal-les-Sources, Saint-May, Sahune, Villeperdrix.

Canton de Sederon :

Montbrun-les-Bains, Reilhanette.

Canton de Saint-Paul-Trois-Châteaux :

Bouchet (sections AP, AO, AM, AN, AL, AK, AI en totalité, la section AE pour les lieudits Bertrand Rey et quartier de Fontpeirrolle uniquement), Tulette.

*Département de Vaucluse*

Canton de Malaucène :

Brantes, Entrechaux, Malaucène (section AI), Saint-Léger-du-Ventoux, Savoillan.

Canton de Vaison-la-Romaine :

Buisson, Cairanne, Crestet, Faucon, Puymeras, Rasteau, Roaix, Séguret, Saint-Marcellin-lès-Vaisons, Saint-Romain-en-Viennois, Saint-Roman-de-Malegarde, Vaison-la-Romaine, Villedieu.

Canton de Valréas :  
Valréas, Visan.

Art. 3. - Pour avoir droit à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons », les olives doivent être récoltées dans des vergers identifiés, situés dans l'aire définie à l'article 2 et répondant aux conditions de production prévues par le présent décret.

La liste des vergers est établie par le Comité national des produits agro-alimentaires de l'Institut national des appellations d'origine, après avis d'une commission d'experts désignée par ledit comité. Elle est déposée auprès des services de l'Institut national des appellations d'origine.

Pour permettre l'établissement de cette liste, tout producteur ou tout nouveau producteur désirant faire inscrire une parcelle doit en faire la demande aux services de l'Institut national des appellations d'origine avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année qui précède la première déclaration d'oliviers, établie en application du décret prévu à l'article 11.

L'identification des parcelles est faite sur des critères liés aux lieux d'implantation des vergers et aux conditions de production définies dans le présent décret.

La première liste sera établie après contrôle des parcelles pour lesquelles une demande a été déposée.

Tout verger qui ne répond plus aux conditions fixées par le présent décret est retiré de la liste par le Comité national des produits agro-alimentaires de l'Institut national des appellations d'origine.

Art. 4. - Les olives ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » doivent provenir exclusivement de la variété « Tanche ».

Cependant, à l'intérieur de chaque verger, l'implantation d'oliviers de variétés pollinisatrices est admise lorsqu'ils sont disposés de façon harmonieuse et sans que leur nombre n'excède 5 p. 100 du nombre de pieds du verger considéré. La récolte issue de ces oliviers ne peut prétendre à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons ».

Art. 5. - Les vergers produisant les olives ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » doivent être conduits dans les conditions suivantes :

#### *Densité de plantation*

Pour toute plantation réalisée après la parution du présent décret, chaque pied dispose d'une superficie minimale de 24 mètres carrés, cette superficie étant obtenue en multipliant les deux distances inter-rangs et espacement entre les arbres. D'autre part, la distance minimale entre les oliviers doit être au moins égale à 4 mètres.

#### *Culture intercalaire*

Pour toute plantation réalisée après la parution du présent décret, les cultures pérennes intercalaires sont interdites après l'entrée en production du verger telle qu'elle est définie à l'article 7.

#### *Taille*

Les oliviers doivent être taillés au moins une fois tous les deux ans.

Art. 6. - L'irrigation pendant la période de végétation de l'olivier est autorisée en cas de sécheresse persistante jusqu'à la date de la véraison ou au plus tard le 15 septembre.

Art. 7. - Ne peuvent prétendre à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » que les olives récoltées dans des vergers dont le rendement ne dépasse pas six tonnes à l'hectare.

Pour une récolte déterminée, en cas de situation climatique exceptionnelle, le rendement peut être diminué ou augmenté par arrêté du ministre de l'économie et du ministre de l'agriculture et de la pêche, pris sur proposition du Comité national des produits agro-alimentaires de l'Institut national des appellations d'origine après avis du syndicat de défense de l'appellation d'origine contrôlée. Ce rendement ne peut en aucun cas dépasser huit tonnes à l'hectare.

Le bénéfice de l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » ne peut être accordé aux olives provenant de

jeunes vergers qu'à partir de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la plantation a été réalisée avant le 31 août.

Art. 8. - Pour avoir droit à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons », les olives doivent être récoltées à bonne maturité.

La date d'ouverture de la récolte est fixée par arrêté préfectoral, sur proposition des services de l'Institut national des appellations d'origine, après avis du syndicat de défense de l'appellation d'origine contrôlée.

Toutefois, en cas de conditions climatiques exceptionnelles, et sur demande individuelle, l'ingénieur conseiller technique de l'Institut national des appellations d'origine peut prévoir des dérogations.

Les olives doivent être récoltées directement sur l'arbre. Les olives ramassées à même le sol ne peuvent prétendre à l'appellation d'origine contrôlée et doivent être conservées séparément des lots d'olives pouvant prétendre à l'appellation.

Les olives sont stockées dans des caisses à claire-voie. Puis, suivant les usages locaux, elles sont livrées aux conserveurs au maximum quatre jours après la récolte, en bon état sanitaire.

Art. 9. - Le calibre minimal des olives à appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » ne peut être inférieur à 14 millimètres.

Art. 10. - Pour avoir droit à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons », les olives doivent avoir été calibrées et triées préalablement à leur préparation.

Les olives doivent être préparées au plus tard quarante-huit heures après l'apport dans les conserveries selon les usages locaux, sans aucun produit chimique ou conservateur en dehors du chlorure de sodium.

Les conserveries doivent être situées dans l'aire géographique telle que définie à l'article 2. Toutefois, celles situées dans les départements de la Drôme et de Vaucluse peuvent être autorisées à préparer des « Olives noires de Nyons ». La liste en est fixée par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche et du ministre de l'économie, pris sur proposition des services de l'Institut national des appellations d'origine.

Les olives doivent être préparées selon l'une des méthodes suivantes :

- préparation au naturel : les olives sont conservées sans aucun additif, sauf éventuellement du chlorure de sodium, dans un récipient hermétiquement clos ;
- préparation en saumure : les olives sont conservées dans une saumure pendant une période minimale de trois mois ;
- olives piquées au sel fin : les olives fraîchement récoltées sont piquées et saupoudrées de sel marin.

Art. 11. - Les olives ne peuvent être commercialisées sous l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » avant l'obtention d'un certificat d'agrément délivré par l'Institut national des appellations d'origine dans les conditions définies par décret pris en application des articles L. 115-6 et L. 115-20 du code de la consommation.

Art. 12. - Outre les mentions obligatoires prévues par le décret n° 84-1147 du 7 décembre 1984 portant application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et les falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires, l'étiquetage des olives bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons » comporte l'indication de :

- la mention « Olives noires de Nyons » ;
- la mention « Appellation d'origine contrôlée » ou « A.O.C. ». Lorsque dans l'étiquetage figure, indépendamment de l'adresse, le nom d'une exploitation ou d'une marque, le nom de l'appellation est répété entre les mots « Appellation » et « Contrôlée ».

Ces mentions sont regroupées dans le même champ visuel sur la même étiquette.

Elles sont présentées dans des caractères apparents, lisibles, indélébiles et suffisamment grands pour qu'ils ressortent bien du cadre sur lequel ils sont imprimés et pour qu'on puisse les distinguer nettement de l'ensemble des autres indications écrites et dessins.

Art. 13. - L'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de faire croire à l'acheteur qu'une olive a droit à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons », alors qu'elle ne répond pas à toutes les conditions fixées par le



présent décret, sera poursuivi conformément à la législation générale sur les fraudes et sur la protection des appellations d'origine.

Dans la dénomination de vente d'un produit faisant intervenir des olives d'appellation contrôlée « Olives noires de Nyons », l'emploi de cette désignation est autorisé uniquement lorsque, pour son élaboration, en ce qui concerne la fraction « olive », est exclusivement intervenu ledit produit d'appellation.

Art. 14. — Le ministre de l'économie et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 1994.

ÉDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie,

EDMOND ALPHANDÉRY

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

JEAN PUECH

### Décret du 10 janvier 1994 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons »

NOR : ECOC9300210D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code de la consommation, et notamment ses articles L. 115-6, L. 115-7, L. 115-16 et L. 115-20 ;

Vu le décret n° 91-368 du 15 avril 1991 portant organisation et fonctionnement de l'Institut national des appellations d'origine ;

Vu les délibérations du Comité national des produits agro-alimentaires de l'Institut national des appellations d'origine en date du 23 juin 1993.

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Seules ont droit à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » les huiles qui répondent aux conditions définies par le présent décret.

Art. 2. — Pour avoir droit à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons », les huiles doivent provenir d'olives récoltées dans des vergers tels que définis aux articles 2 et 3 du décret du 10 janvier 1994 relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Olives noires de Nyons ».

Art. 3. — Les huiles ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » doivent provenir exclusivement d'olives de la variété « Tanche ».

Cependant, à l'intérieur de chaque verger, l'implantation d'oliviers de variétés pollinisatrices est admise lorsqu'ils sont disposés de façon harmonieuse et sans que leur nombre n'excède 5 p. 100 du nombre de pieds du verger considéré.

L'utilisation d'olives issues de ces variétés pollinisatrices est admise dans l'appellation « Huile d'olive de Nyons » à condition que la proportion de ces olives n'excède pas 5 p. 100 de la masse d'olives mise en œuvre.

Art. 4. — Les vergers produisant les olives ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » doivent être conduits dans les conditions suivantes :

*Densité de plantation :*

Pour toute plantation réalisée après la parution du présent décret, chaque pied dispose d'une superficie minimale de 24 mètres carrés, cette superficie étant obtenue en multipliant les deux distances inter-rangs et espacement entre les arbres. D'autre part, la distance minimale entre les oliviers doit être au moins égale à 4 mètres.

*Culture intercalaire :*

Pour toute plantation réalisée après la parution du présent décret, les cultures pérennes intercalaires sont interdites après l'entrée en production du verger telle qu'elle est définie à l'article 6.

*Taille :*

Les oliviers doivent être taillés au moins une fois tous les deux ans.

Art. 5. — L'irrigation pendant la période de végétation de l'olivier est autorisée en cas de sécheresse persistante jusqu'à la date de la véraison ou au plus tard le 15 septembre.

Art. 6. — Ne peuvent prétendre à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » que les huiles issues d'olives récoltées dans des vergers dont le rendement ne dépasse pas six tonnes d'olives à l'hectare.

Pour une récolte déterminée, en cas de situation climatique exceptionnelle, le rendement peut être diminué ou augmenté par arrêté du ministre de l'économie et du ministre de l'agriculture et de la pêche, pris sur proposition du Comité national des produits agro-alimentaires de l'Institut national des appellations d'origine après avis du syndicat de défense de l'appellation d'origine contrôlée. Toutefois, ce rendement ne peut en aucun cas dépasser huit tonnes d'olives à l'hectare.

Le bénéfice de l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » ne peut être accordé aux huiles d'olives provenant de jeunes vergers qu'à partir de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la plantation a été réalisée avant le 31 août.

Art. 7. — Les huiles ayant droit à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » doivent provenir d'olives récoltées à bonne maturité.

La date d'ouverture de la récolte est fixée par arrêté préfectoral sur proposition des services de l'Institut national des appellations d'origine après avis du syndicat de défense de l'appellation d'origine contrôlée.

Toutefois, en cas de conditions climatiques exceptionnelles, et sur demande individuelle, l'ingénieur conseiller technique de l'Institut national des appellations d'origine peut prévoir des dérogations.

Les olives doivent être récoltées directement sur l'arbre. Les olives ramassées à même le sol ne peuvent être utilisées pour la fabrication d'huile d'olive de Nyons et doivent être conservées séparément des lots d'olives pouvant prétendre à l'appellation.

Les olives sont stockées dans des caisses à claire-voie. Puis, suivant les usages locaux, elles sont livrées aux moulins au maximum quatre jours après la récolte en bon état sanitaire.

Art. 8. — Pour avoir droit à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons », les huiles doivent être obtenues selon les usages locaux dans des ateliers de transformation situés à l'intérieur de l'aire géographique prévue à l'article 2.

Les olives mises en œuvre doivent être saines. La durée de conservation au moulin avant mise en œuvre ne peut excéder six jours, sous réserve que le délai entre la cueillette et la mise en œuvre n'excède pas sept jours.

Le procédé d'extraction ne doit faire intervenir que des procédés mécaniques sans échauffement de la pâte d'olives au-delà d'une température maximale de 30 °C. Aucun traitement autre que le lavage, la décantation, la centrifugation et la filtration n'est autorisé.

A l'exception de l'eau, l'emploi d'adjuvants pour faciliter l'extraction des huiles est interdit.

Art. 9. — Seules peuvent bénéficier de l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » les huiles d'olive vierges dont la teneur en acidité libre exprimée en acide oléique est au maximum de 1,5 gramme pour 100 grammes. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera qu'à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de la publication du présent décret.

Art. 10. — Les huiles d'olive ne peuvent être commercialisées sous l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » avant l'obtention d'un certificat d'agrément délivré par l'Institut national des appellations d'origine dans les conditions définies par décret pris en application des articles L. 115-6 et L. 115-20 du code de la consommation.

Art. 11. — Outre les mentions obligatoires prévues par le décret n° 84-1147 du 7 décembre 1984 portant application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et les falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires, l'étiquetage des huiles bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons » comporte l'indication de :

— la mention « Huile d'olive de Nyons » ;

— la mention « Appellation d'origine contrôlée » ou « A.O.C. ». Lorsque dans l'étiquetage figure, indépendamment de l'adresse, le nom d'une exploitation ou d'une marque, le nom de l'appellation est répété entre les mots « Appellation » et « contrôlée ».

Ces mentions sont regroupées dans le même champ visuel sur la même étiquette.

Elles sont présentées dans des caractères apparents, lisibles, indélébiles et suffisamment grands pour qu'ils ressortent bien du cadre sur lequel ils sont imprimés et pour qu'on puisse les distinguer nettement de l'ensemble des autres indications et dessins.

Art. 12. – L'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de faire croire à l'acheteur qu'une huile a droit à l'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons », alors qu'elle ne répond pas à toutes les conditions fixées par le présent décret, sera poursuivi conformément à la législation générale sur les fraudes et sur la protection des appellations d'origine.

Dans la dénomination de vente d'un produit faisant intervenir de l'huile d'appellation d'origine contrôlée « Huile d'olive de Nyons », l'emploi de cette désignation est autorisé uniquement lorsque dans son élaboration, pour ce qui concerne la fraction « huile d'olive », est exclusivement intervenu ledit produit d'appellation.

Art. 13. – Le ministre de l'économie et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 janvier 1994.

ÉDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'économie,*

EDMOND ALPHANDÉRY

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,*

JEAN PUECH

JURIDIC/VQPRD2

## VINS DOUX NATURELS

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Banyuls	19.05.1972	20.05.1972
Banyuls Rancio	19.05.1972	20.05.1972
Banyuls Grand Cru		
Banyuls Grand Cru Rancio	19.05.1972	20.05.1972
Frontignan ou Muscat de Frontignan ou Vin de Frontignan	31.05.1936	05.06.1936
Grand Roussillon	19.05.1972	20.05.1972
Grand Roussillon Rancio	19.05.1972	20.05.1972
Maury	19.05.1972	20.05.1972
Maury Rancio	19.05.1972	20.05.1972
Muscat de Beaumes-de-Venise	01.06.1945	03.06.1945
Muscat de Lunel	27.10.1943	31.10.1943
Muscat de Mireval	28.12.1959	30.12.1959
Muscat de Rivesaltes	19.05.1972	20.05.1972
Muscat de Saint-Jean de Minervois	10.11.1949	15.11.1949
Rasteau	19.05.1972	20.05.1972
Rasteau Rancio	19.05.1972	20.05.1972
Rivesaltes	19.05.1972	20.05.1972
Rivesaltes Rancio	19.05.1972	20.05.1972

## VINS DE LIQUEUR

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Clairette du Languedoc suivie ou non de la commune d'origine :	12.04.1965	17.04.1965
. Adissan		
. Aspiran		
. Le Bosc		
. Cabrières		
. Ceyras		
. Fontès		
. Lieuran-Cabrières		
. Nizas		
. Paulhan		
. Péret		
. Saint-André-de-Sangonis		
Frontignan ou Muscat de Frontignan ou Vin de Frontignan	31.05.1936	05.06.1936
Pineau des Charentes ou Pineau Charentais	12.10.1945	14.10.1945
Floc de Gascogne	27.11.1990	13.12.1990
Macvin du Jura	14.11.1991	19.11.1991

## REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Blanquette de Limoux	13 .04.1981	23.04.1981
Blanquette de Limoux méthode ancestrale	13 .04.1981	23.04.1981
Clairette de Bellegarde	28.06.1949	30.06.1948
Clairette du Languedoc suivie ou non de la commune d'origine :	12.04.1965	17.04.1965
. Adissan		
. Aspiran		
. Le Bosc		
. Cabrières		
. Ceyras		
. Fontès		
. Lieuran-Cabrières		
. Nizas		
. Paulhan		
. Péret		
. Saint-André-de-Sangonis		
Collioure	03.12.1971	12.12.1971
Corbières	24.12.1985	27.12.1985
Costières de Nîmes	04.07.1986	06.07.1986
Coteaux du Languedoc (vin blanc)	24.12.1985	27.12.1985
Coteaux du Languedoc La Clape (vin blanc)	24.12.1985	27.12.1985
Coteaux du Languedoc Picpoul-de-Pinet (vin blanc)	24.12.1985	27.12.1985
Coteaux du Languedoc suivie ou non de l'un des noms suivants (vin rouge) :	24.12.1985	27.12.1985
. Cabrières		
. Coteaux de la Méjanelle ou Méjanelle		
. Coteaux de Saint-Christol ou Saint-Christol		
. Coteaux de Vérargues ou Vérargues		
. La Clape		
. Montpeyroux		
. Pic-Saint-Loup		
. Quatourze		
. Saint-Drézéry		
. Saint-Georges d'Orques		
. Saint- Saturnin		
Côtes du Roussillon	28.03.1977	01.04.1977
Côtes du Roussillon-Villages	28.03.1977	01.04.1977
Côtes du Roussillon-Villages-Caramany	28.03.1977	01.04.1977
Côtes du Roussillon-Villages-Latour de France	28.03.1977	01.04.1977
Crémant de Limoux	21.08.1990	26.08.1990
Faugères	05.05.1982	14.05.1982
Fitou	28.04.1948	04.05.1948
Limoux	13.04.1981	23.04.1981
Minervois	15.02.1985	19.02.1985
Saint Chinian	05.05.1982	14.05.1982
<i>Vins délimités de qualité supérieure</i>	<b>Arrêté de contrôle</b>	
Cabardès ou Côtes de Cabardès et de l'Orbiel	21.09.1973	28.09.1973
Côtes de la Malepère	27.01.1983	09.02.1983
Côtes de Millau	12.04.1994	22.04.1994

JURIDIC/VQPRD2

REGION PROVENCE-CORSE

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Ajaccio	03.04.1984	05.04.1984
Bandol ou Vin de Bandol	11.11.1941	18.11.1941
Bellet ou Vin de Bellet	11.11.1941	18.11.1941
Cassis	15.05.1936	17.05.1936
Coteaux d'Aix-en-Provence	24.12.1985	27.12.1985
Coteaux Varois	26.03.1993	27.03.1993
Côtes de Provence	24.10.1977	25.10.1977
Les Baux-de-Provence	20.04.1995	23.04.1995
Muscat du Cap Corse	26.03.1993	27.03.1993
Palette	28.04.1948	04.05.1948
Patrimoine	23.10.1984	09.11.1984
Vin de Corse suivie ou non d'une des appellations locales :	02.04.1976	14.04.1976
. Sartène		
. Calvi		
. Coteaux du Cap Corse		
. Figari		
. Porto Vecchio		

JURIDIC/VQPRD2

## REGION DES COTES DU RHONE

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Château Grillet	08.12.1936	11.12.1936
Châteauneuf-du-Pape	02.11.1966	10.11.1966
Châtillon-en-Diois	03.03.1975	12.03.1975
Clairette de Die	26.03.1993	27.03.1993
Condrieu	27.04.1940	02.05.1940
Comas	05.08.1938	10.08.1938
Côte Rôtie	18.10.1940	24.10.1940
Coteaux de Die	26.03.1993	28.03.1993
Coteaux du Tricastin	27.07.1973	01.08.1973
Côtes du Lubéron	26.02.1988	28.02.1988
Côtes du Rhône	19.11.1937	20.11.1937
Côtes du Rhône suivie du nom de la commune d'origine	19.11.1937	20.11.1937
. Rochemore		
. Saint-Maurice-sur-Eygues		
. Vinsobres		
. Cairanne		
. Rasteau		
. Roaix		
. Rousset-les-Vignes		
. Saint-Pantaléon-des-Vignes		
. Séguret		
. Valréas		
. Laudun		
. Chusclan		
. Sablet		
. Saint-Gervais		
. Beaumes de Venise		
. Visan		
Côtes du Rhône Villages	02.11.1966	10.11.1966
Côtes du Ventoux	27.07.1973	01.08.1973
Crémant de Die	26.03.1993	27.03.1993
Crozes-Hermitage ou Crozes-Ermitage	04.03.1937	08.03.1937
Gigondas	06.01.1971	12.01.1971
Hermitage ou L'Hermitage ou Ermitage ou l'Ermitage	04.03.1937	08.03.1937
Lirac	02.10.1992	09.10.1992
Saint-Joseph	15.06.1956	16.06.1956
Saint-Péray	08.12.1936	11.12.1936
Saint-Péray mousseux	08.12.1936	11.12.1936
Tavel	15.05.1936	17.05.1936
Vacqueyras	09.08.1990	15.08.1990
<i>Vins délimités de qualité supérieure</i>		
Arrêté de contrôle		
Côtes du Vivarais	08.08.1962	30.08.1962
Côtes du Vivarais suivie ou non du nom de l'une des communes suivantes :		
. Orgnac		
. Saint-Montan		
. Saint-Remèze		
Coteaux de Pierrevert	10.08.1959	19.08.1959

JURIDIC/VQPRD2

## REGION DU JURA ET DE LA SAVOIE

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Arbois	15.05.1936	17.05.1936
Arbois-Pupillin	15.05.1936	17.05.1936
Arbois Mousseux	15.05.1936	17.05.1936
Château Chalon	29.05.1936	31.05.1936
Côtes du Jura	31.07.1937	11.08.1937
Côtes du Jura Mousseux	31.07.1937	11.08.1937
Coteaux du Lyonnais	09.05.1984	11.05.1984
Crémant du Jura	09.10.1995	11.10.1995
Crépy	28.04.1948	04.05.1948
L'Etoile	31.07.1937	11.08.1937
L'Etoile Mousseux	31.07.1937	11.08.1937
Pétillant de Savoie ou Vin de Savoie Pétillant	04.09.1973	27.09.1973
Roussette de Savoie suivie ou non d'un nom de cru : (vin tranquille)	04.09.1973	27.09.1973
. Frangy		
. Marestel ou Marestel Altesse		
. Monterminod		
. Monthoux		
Seyssel	11.02.1942	19.02.1942
Seyssel Mousseux	11.02.1942	19.02.1942
Vin de Savoie suivie ou non d'un nom de cru : (vin tranquille)	04.09.1973	27.09.1973
. Aymes		
. Apremont		
. Arbin		
. Ayze		
. Charpignat		
. Chautagne		
. Chignin		
. Chignin Bergeron ou Bergeron		
. Cruet		
. Jongieux		
. Marignan		
. Marin		
. Montmélian		
. Ripaille		
. Saint-Jean-de-la-Porte		
. Saint-Jeoire-Prieuré		
. Sainte-Marie d'Alloix		
Vin de Savoie Mousseux ou Mousseux de Savoie	04.09.1973	27.09.1973
Vin de Savoie-Ayze (Mousseux ou Pétillant)	04.09.1973	27.09.1973
<i>Vins délimités de qualité supérieure</i>	<b>Arrêté de contrôle</b>	
Mousseux ou Pétillant du Bugey ou Vin du Bugey Mousseux ou Pétillant	27.09.1963	10.10.1963
Roussette du Bugey	27.09.1963	10.10.1963

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Vins délimités de qualité supérieure</i>	<b>Arrêté de contrôle</b>	
Roussette du Bugey suivie d'un nom de cru : . Anglefort . Arbignieu . Chanay . Lagnieu . Montagnieu . Virieu-le-Grand	27.09.1963	10.10.1963
Vin du Bugey	27.09.1963	10.10.1963
Vin du Bugey suivie d'un nom de cru : . Virieu-le-Grand . Montagnieu . Manicle . Machuraz . Cerdon	27.09.1963	10.10.1963



JURIDIC/VQPRD2

## REGION SUD-OUEST

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Béarn	17.10.1975	19.10.1975
Béarn Bellocq	17.10.1975	19.10.1975
Bergerac	03.09.1993	04.09.1993
Bergerac sec	03.09.1993	04.09.1993
Buzet	19.04.1973	28.04.1973
Cahors	15.04.1971	18.04.1971
Côtes de Bergerac	03.09.1993	04.09.1993
Côtes de Duras	16.02.1937	08.03.1937
Côtes du Frontonnais	07.02.1975	09.02.1975
Côtes du Frontonnais Fronton	07.02.1975	09.02.1975
Côtes du Frontonnais Villaudric	07.02.1975	09.02.1975
Côtes du Marmandais	02.04.1990	04.04.1990
Côtes de Montravel	31.07.1937	11.08.1937
Gaillac	23.10.1970	25.10.1970
Gaillac Mousseux	23.10.1970	25.10.1970
Gaillac Premières Côtes	23.10.1970	25.10.1970
Haut-Montravel	31.07.1937	11.08.1937
Irouléguay	23.10.1970	25.10.1970
Jurançon	17.10.1975	19.10.1975
Jurançon sec	17.10.1975	19.10.1975
Madiran	28.08.1975	06.09.1975
Marcillac	02.04.1990	04.04.1990
Monbazillac	2.10.1992	09.10.1992
Montravel	31.07.1937	11.08.1937
Pacherenc du Vic Bilh	31.07.1937	11.08.1937
Pécharmant	19.03.1992	25.03.1992
Rosette	12.03.1946	13.03.1946
Saussignac	28.04.1982	30.04.1982
<i>Vins délimités de qualité supérieure</i>	<b>Arrêté de contrôle</b>	
Côtes de Saint-Mont	25.03.1981	01.04.1981
Côtes de Brulhois	21.11.1984	24.11.1984
Tursan	11.07.1958	13.07.1958
Vin d'Entraygues et du Fel	18.02.1965	28.02.1965
Vin d'Estaing	04.11.1965	07.12.1965
Vin de Lavilledieu	22.01.1954	27.01.1954

JURIDIC/VQPRD2

## REGION BORDEAUX

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Barsac	11.09.1936	07.10.1936
Blaye ou Blayaïs	11.09.1936	22.10.1936
Bordeaux	14.11.1936	15.11.1936
Bordeaux Clairet	14.11.1936	15.11.1936
Bordeaux Côtes de Francs	14.11.1936	15.11.1936
Bordeaux Haut-Benauges	14.11.1936	15.11.1936
Bordeaux Mousseux	28.03.1962	01.04.1962
Bordeaux Rosé	14.11.1936	15.11.1936
Bordeaux Supérieur	14.10.1943	31.10.1936
Bourg, Côtes de Bourg ou Bourgeais (vins blancs)	14.05.1941	16.05.1941
Bourg, Côtes de Bourg ou Bourgeais (vins rouges)	11.09.1936	22.10.1936
Cadillac	10.08.1973	24.08.1973
Cérons	11.09.1936	07.10.1936
Côtes Canon Fronsac ou Canon Fronsac	01.07.1939	07.07.1939
Côtes de Blaye	11.09.1936	22.10.1936
Côtes de Bordeaux Saint-Macaire	31.07.1937	11.08.1937
Côtes de Castillon	09.02.1989	14.02.1989
Crémant de Bordeaux	03.04.1990	10.04.1990
Entre-deux-Mers	31.07.1937	11.08.1937
Entre-deux-Mers-Haut-Benauges	31.07.1937	11.08.1937
Fronsac	04.03.1937	08.03.1937
Graves	04.03.1937	08.03.1937
Graves Supérieures	04.03.1937	08.03.1937
Graves de Vayres	31.07.1937	11.08.1937
Haut-Médoc	14.11.1936	15.11.1936
Lalande de Pomerol	08.12.1936	11.12.1936
Listrac-Médoc	08.06.1957	13.06.1957
Loupiac	11.09.1936	7.10.1936
Lussac-Saint-Emilion	14.11.1936	15.11.1936
Margaux	10.08.1954	15.08.1954
Médoc	14.11.1936	15.11.1936
Montagne-Saint-Emilion	14.11.1936	15.11.1936
Moulis ou Moulis-en-Médoc	14.05.1938	20.05.1938
Néac	08.12.1936	11.12.1936
Pauillac	14.11.1936	15.11.1936
Pessac-Léognan	09.09.1987	10.09.1987
Pomerol	08.12.1936	11.12.1936
Premières Côtes de Blaye	14.02.1994	16.02.1994
Premières Côtes de Bordeaux	10.08.1973	24.08.1973
Premières Côtes de Bordeaux suivie du nom de la commune d'origine	10.08.1973	24.08.1973
. Bassens		
. Carbon blanc		
. Lormont		
. Cenon		
. Floirac		
. Bouliac		
. Carignan		

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
. Latresne . Cenac . Camblanes . Quinsac . Cambes . Saint-Caprais-de-Bordeaux . Haux . Tabanac . Baurech . Le Tourne . Langoiran . Capian . Lestiac . Paillet . Villenave de Rions . Cardan . Rions . Laroque . Béguey . Omet . Donzac . Cadillac . Monprimblanc . Gabarnac . Semens . Verdelais . Saint-Maixant . Sainte-Eulalie . Saint-Germain-de-Graves . Yvrac		
Puisseguin-Saint-Emilion	14.11.1936	15.11.1936
Sainte-Croix-du-Mont	11.09.1936	07.10.1936
Saint-Emilion	11.01.1984	13.01.1984
Saint-Emilion Grand Cru	11.01.1984	13.01.1984
Saint-Estèphe	11.09.1936	15.11.1936
Sainte-Foy Bordeaux	31.07.1937	11.08.1937
Saint-Georges-Saint-Emilion	14.11.1936	15.11.1936
Saint-Julien	14.11.1936	15.11.1936
Sauternes	30.09.1936	11.12.1936

JURIDIC/VQPRD3

## REGION ALSACE-EST

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Alsace ou Vin d'Alsace	Ordonnance 2.11.1945	4.11.1945
Alsace ou Vin d'Alsace suivie ou non de l'une des dénominations de cépages suivants :	Ord. 2.11.1945	4.11.1945
vin blanc :		
. Gewürztraminer		
. Riesling		
. Pinot gris		
. Muscat		
. Pinot ou Klevener		
. Sylvaner		
. Chasselas ou Gutedel		
vin rouge et rosé : Pinot noir		
Alsace ou Vin d'Alsace suivie ou non de l'appellation sous-régionale ou communale ou locale	Ord. 2.11.1945	4.11.1945
Alsace ou Vin d'Alsace Edelzwicker	Ord. 2.11.1945	4.11.1945
Alsace Grand Cru suivie obligatoirement du nom de l'un des lieux-dits suivants :	17.12.1992	19.12.1992
. Altenberg de Bergbieten		
. Altenberg de Bergheim		
. Altenberg de Wolxheim		
. Brand		
. Bruderthal		
. Eichberg		
. Engelberg		
. Florimont		
. Frankstein		
. Froehn		
. Furstentum		
. Geisberg		
. Gloeckelberg		
. Goldert		
. Hatschbourg		
. Hengst		
. Kanzlerberg		
. Kastelberg		
. Kessler		
. Kirchberg de Barr		
. Kirchberg de Ribeauvillé		
. Kitterlé		
. Mambourg		
. Mandelberg		

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<ul style="list-style-type: none"> <li>. Marckrain</li> <li>. Moenchberg</li> <li>. Muenchberg</li> <li>. Ollwiller</li> <li>. Osterberg</li> <li>. Pfersigberg</li> <li>. Pfingstberg</li> <li>. Praelatenberg</li> <li>. Rangen</li> <li>. Rosacker</li> <li>. Saering</li> <li>. Schlossberg</li> <li>. Schoenenbourg</li> <li>. Sommerberg</li> <li>. Sonnenglanz</li> <li>. Spiegel</li> <li>. Sporen</li> <li>. Steingrubler</li> <li>. Steinert</li> <li>. Steinklotz</li> <li>. Vorbourg</li> <li>. Wiebelsberg</li> <li>. Wineck-Schlossberg</li> <li>. Winzenberg</li> <li>. Zinnklpflé</li> <li>. Zotzenberg</li> </ul>		
Crémant d'Alsace	24.08.1976	28.08.1976
<i>Vins délimités de qualité supérieure</i>	<b>Arrêté de contrôle</b>	
Côtes de Toul	09.08.1951	23.08.1951
Moselle	09.08.1951	23.08.1951

JURIDIC/VQPRD3

## REGION DE LA CHAMPAGNE

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Champagne	29.06.1936	4.07.1936
Coteaux Champenois suivie éventuellement du nom de la commune d'origine	21.08.1974	31.08.1974
Rosé des Riceys	02.02.1971	10.02.1971

JURIDIC/VQPRD3

## REGION DU VAL DE LOIRE

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Anjou complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Anjou Coteaux de la Loire complétée ou non par les mots Val de Loire	26.08.1946	30.08.1946
Anjou Gamay complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Anjou Pétillant complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Anjou Mousseux complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Anjou-Villages complétée ou non par les mots Val de Loire	14.11.1991	19.11.1991
Blanc Fumé de Pouilly complétée ou non par les mots Val de Loire	31.07.1937	11.08.1937
Bourgueil complétée ou non par les mots Val de Loire	31.07.1937	11.08.1937
Bonnezeaux complétée ou non par les mots Val de Loire	06.11.1951	09.11.1951
Cabernet d'Anjou complétée ou non par les mots Val de Loire	09.05.1964	14.05.1964
Cabernet de Saumur	09.05.1964	14.05.1964
Cheverny complétée ou non par les mots Val de Loire	26.03.1993	28.03.1993
Chinon complétée ou non par les mots Val de Loire	31.07.1937	11.08.1937
Coteaux de l'Aubance suivie ou non par les mots Val de Loire	18.02.1950	22.02.1950
Coteaux du Layon complétée ou non par les mots Val de Loire	18.02.1950	22.02.1950
Coteaux du Layon suivie ou non du nom de la commune d'origine complétée ou non par les mots Val de Loire :	18.02.1950	22.02.1950
. Beaulieu-sur-Layon		
. Faye-d'Anjou		
. Rablay-sur-Layon		
. Saint-Aubin de Luigné		
. Rochefort-sur-Loire		
. Saint-Lambert-du-Lattay	18.02.1950	22.02.1950
Coteaux du Layon-Chaume complétée ou non par les mots Val de Loire		
Coteaux du Loir complétée ou non par les mots Val de Loire	12.05.1948	14.05.1948
Coteaux de Saumur complétée ou non par les mots Val de Loire	21.04.1962	27.04.1962
Cour-Cheverny complétée ou non par les mots Val de Loire	24.03.1993	27.03.1993
Crémant de Loire	17.10.1975	19.10.1975
Jasnières complétée ou non par les mots Val de Loire	31.07.1937	11.08.1937
Menetou-Salon suivie ou non du nom de la commune d'origine et complétée ou non par les mots Val de Loire :	23.01.1959	24.01.1959
. Aubinges		
. Menetou-Salon		
. Morogues		
. Parassy		
. Pigny		
. Quantilly		
. Saint-Céols		
. Soulangis		
. Vignoux-sous-les-Aix		
. Humbligny		

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
Montlouis complétée ou non par les mots Val de Loire	06.12.1938	10.12.1938
Montlouis Mousseux complétée ou non par les mots Val de Loire	06.12.1938	10.12.1938
Montlouis Pétillant complétée ou non par les mots Val de Loire	06.12.1938	10.12.1938
Muscadet complétée ou non par les mots Val de Loire	23.09.1937	28.09.1937
Muscadet-Côtes de Grandlieu complétée ou non par les mots Val de Loire	29.12.1994	31.12.1994
Muscadet-Coteaux de la Loire complétée ou non par les mots Val de Loire	14.11.1936	15.11.1936
Muscadet-Sèvre-et-Maine complétée ou non par les mots Val de Loire	14.11.1936	15.11.1936
Pouilly-sur-Loire complétée ou non par les mots Val de Loire	31.07.1937	11.08.1937
Pouilly-Fumé complétée ou non par les mots Val de Loire	31.07.1937	11.08.1937
Quarts de Chaume complétée ou non par les mots Val de Loire	10.08.1954	17.08.1954
Quincy complétée ou non par les mots Val de Loire	06.08.1936	14.08.1936
Reuilly complétée ou non par les mots Val de Loire	24.08.1961	28.08.1961
Rosé d'Anjou complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Rosé d'Anjou Pétillant complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Rosé de Loire complétée ou non par les mots Val de Loire	04.09.1974	06.09.1974
Saint-Nicolas de Bourgueil complétée ou non par les mots Val de Loire	31.07.1937	11.08.1937
Sancerre complétée ou non par les mots Val de Loire	23.01.1959	24.01.1959
Saumur complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Saumur-Champigny complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Saumur Mousseux complétée ou non par les mots Val de Loire	24.08.1976	28.08.1976
Saumur Pétillant complétée ou non par les mots Val de Loire	31.12.1957	05.01.1958
Savennières complétée ou non par les mots Val de Loire	08.12.1952	10.12.1952
Savennières-Coulée-de-Serrant complétée ou non par les mots Val de Loire	08.12.1952	10.12.1952
Savennières Roche aux Moines complétée ou non par les mots Val de Loire	08.12.1952	10.12.1952
Touraine complétée ou non par les mots Val de Loire	24.12.1939	03.01.1940
Touraine Azay-le-Rideau complétée ou non par les mots Val de Loire	24.12.1939	03.01.1940
Touraine Amboise complétée ou non par les mots Val de Loire	24.12.1939	03.01.1940
Touraine Mesland complétée ou non par les mots Val de Loire	24.12.1939	03.01.1940
Touraine Mousseux complétée ou non par les mots Val de Loire	16.10.1946	17.10.1946
Touraine Pétillant complétée ou non par les mots Val de Loire	24.12.1939	03.01.1940
Vouvray complétée ou non par les mots Val de Loire	08.12.1936	11.12.1936
Vouvray Mousseux complétée ou non par les mots Val de Loire	08.12.1936	11.12.1936
Vouvray Pétillant complétée ou non par les mots Val de Loire	08.12.1936	11.12.1936



Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Vins délimités de qualité supérieure</i>	<b>Arrêté de contrôle</b>	
Châteaumeillant	18.02.1965	28.02.1965
Coteaux d'Ancenis suivie obligatoirement du nom du cépage	27.08.1973	26.09.1973
<u>vins blanc :</u>		
. Chenin blanc		
. Pinot gris		
. Malvoisie		
<u>vins rouges et rosés :</u>		
. cabernet sauvignon		
. cabernet franc		
. gamay		
Coteaux du Vendômois	21.06.1968	04.07.1968
Côtes d'Auvergne suivie ou non de l'une des appellations locales :	14.03.1977	10.04.1977
. Boudes		
. Chanturgue		
. Chateaugay		
. Corent		
. Madargue		
Côtes de Gien ou Coteaux du Giennois suivie ou non du nom de Cosne-sur-Loire	26.11.1954	27.11.1954
Fiefs Vendéens suivie obligatoirement de l'un des noms suivants :	24.10.1984	27.10.1984
. Mareuil		
. Brem		
. Vix		
. Pissotte		
Gros Plant du Pays Nantais	26.11.1954	27.11.1954
Haut Poitou	23.10.1970	25.10.1970
Saint-Pourçain	20.12.1951	22.12.1951
Valençay	10.08.1970	20.10.1970
Vins de l'Orléannais	09.08.1951	23.08.1951
Vins du Thouarsais	10.08.1966	01.09.1966

JURIDIC/VQPRD3

## REGION DE BOURGOGNE

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<i>Appellations d'origine contrôlées</i>		
Aloxe-Corton	11.03.1938	16.03.1938
Auxey-Duresses	21.05.1970	24.05.1970
Bâtard-Montrachet	31.07.1937	11.08.1937
Beaujolais	12.09.1937	16.09.1937
Beaujolais suivie du nom de la commune d'origine :	12.09.1937	16.09.1937
. Juliéas		
. Jullié		
. Emeringes		
. Chenas		
. Fleurie		
. Chiroubles		
. Lancié		
. Villié Morgon		
. Lantignié		
. Beaujeu		
. Régnié		
. Durette		
. Cercié		
. Quincié		
. Saint-Lager		
. Odenas		
. Charentay		
. Saint-Etienne-la-Varenne		
. Vaux		
. Le Perréon		
. Saint-Etienne-des-Ouillères		
. Blacé		
. Salles		
. Arbussonas		
. Saint-Julien		
. Montmelas		
. Rivolet		
. Denicé		
. Les Ardillats		
. Marchamp		
. Vauxrenard		
. Leynes		
. Saint-Amour Bellevue		
. La Chapelle-de-Guinchay		
. Romanèche		
. Pruzilly		
. Chânes		
. Saint-Vérand		
. Saint-Symphorien-d'Ancelles		
Beaujolais Supérieur	12.09.1937	16.09.1937
Beaujolais Villages	12.09.1937	16.09.1937
Beaune	05.12.1972	16.12.1972
Bienvenues-Bâtard-Montrachet	31.07.1937	11.08.1937
Blagny	21.05.1970	24.05.1970
Bonnes-Mares	08.12.1936	11.12.1936
Bourgogne (vins rouges et blancs)	31.07.1937	11.08.1937

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
Bourgogne Rosé ou Bourgogne Clairnet (vins rosés)	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne ou Bourgogne Clairnet ou Bourgogne Rosé suivies des noms de sous-régions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>. Hautes-Côtes de Beaune</li> <li>. Hautes-Côtes de Nuits</li> <li>. Côte Chalonnaise</li> <li>. Côtes d'Auxerre</li> </ul>	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne ou Bourgogne Clairnet ou Bourgogne Rosé suivies du nom de la commune suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>. Chitry</li> <li>. Coulanges-la-Vineuse</li> <li>. Epineuil</li> <li>. Irancy</li> </ul>	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne ou Bourgogne Clairnet ou Bourgogne Rosé suivies du nom de climat ou lieu-dit suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>. La Chapelle Notre-Dame</li> <li>. Le Chapitre</li> <li>. Montrecul (ou Montre-cul ou En Montre-Cul)</li> </ul>	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne Aligoté	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne Aligoté Bouzeron	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne Ordinaire (vins rouges et blancs)	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne Grand Ordinaire (vins rouges et blancs)	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne Ordinaire Clairnet ou Bourgogne Ordinaire Rosé	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne Grand Ordinaire Clairnet ou Bourgogne Grand Ordinaire Rosé	31.07.1937	11.08.1937
Bourgogne Mousseux	16.03.1943	24.03.1943
Bourgogne Passe-Tout-Grains	31.07.1937	11.08.1937
Brouilly	19.10.1938	23.10.1938
Chablis	13.01.1938	20.01.1938
Chablis Grand Cru suivie ou non du nom du climat d'origine : <ul style="list-style-type: none"> <li>. Blanchot</li> <li>. Bougros</li> <li>. Les Clos</li> <li>. Grenouilles</li> <li>. Preuses</li> <li>. Valmur</li> <li>. Vaudésir</li> </ul>	13.01.1938	20.01.1938

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<p>Chablis Premier Cru ou Chablis suivi du nom du climat d'origine ou Chablis Premier Cru suivi du nom du climat d'origine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Mont de Milieu</li> <li>. Montée de Tonnerre</li> <li>. Chapelot</li> <li>. Pied d'Aloup</li> <li>. Côte de Bréchain</li> <li>. Fourchaume</li> <li>. Vaupulent</li> <li>. Côte de Fontenay</li> <li>. L'Homme mort</li> <li>. Vaulorent</li> <li>. Vaillons</li> <li>. Chatains</li> <li>. Séchers</li> <li>. Beugnons</li> <li>. Les Lys</li> <li>. Mélinots</li> <li>. Roncières</li> <li>. les Epinottes</li> <li>. Montmains</li> <li>. Forêts</li> <li>. Butteaux</li> <li>. Côte de Léchet</li> <li>. Beauroy</li> <li>. Troesmes</li> <li>. Côte de Savant</li> <li>. Vau Ligneau</li> <li>. Vau de Vey</li> <li>. Vaux Ragons</li> <li>. Vaucoupin</li> <li>. Vosgros</li> <li>. Vaugiraut</li> <li>. Les Fourneaux</li> <li>. Morein</li> <li>. Côte des Près-Girots</li> <li>. Côte de Vaubarousse</li> <li>. Berdiot</li> <li>. Chaume de Talvat</li> <li>. Côte de Jouan</li> <li>. Les Beauregards</li> <li>. Côte de Cuissy</li> </ul>	13.01.1938	20.01.1938

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
Chambertin	31.07.1937	11.08.1937
Chambertin Clos-de-Bèze	31.07.1937	11.08.1937
Chambolle-Musigny	11.09.1936	27.09.1936
Chapelle-Chambertin	31.07.1937	11.08.1937
Charlemagne (vin blanc)	31.07.1937	11.08.1937
Charmes-Chambertin	31.07.1937	11.08.1937
Chassagne-Montrachet	21.05.1970	24.05.1970
Chenas	11.09.1936	04.10.1936
Chevalier-Montrachet	31.07.1937	11.08.1937
Chiroubles	11.09.1936	04.10.1936
Chorey-lès-Beaune	21.05.1970	24.05.1970
Clos des Lambrays	27.04.1981	07.05.1981
Clos de la Roche	08.12.1936	11.12.1936
Clos Saint-Denis	08.12.1936	11.12.1936
Clos de Tart	04.01.1939	08.01.1939
Clos de Vougeot	31.07.1937	11.08.1937
Corton	31.07.1937	11.08.1937
Corton Charlemagne (vin blanc)	31.07.1937	11.08.1937
Côtes de Beaune	05.12.1972	16.12.1972
Côtes de Beaune précédée du nom de la commune d'origine:	21.05.1970	24.05.1970
. Auxey-Duresses		
. Blagny		
. Chassagne-Montrachet		
. Chorey-lès-Beaune		
. Ladoix		
. Meursault		
. Monthélie		
. Pernand-Vergelesses		
. Puligny-Montrachet		
. Saint-Aubin		
. Saint-Romain		
. Santenay		
. Savigny-lès-Beaune		
Côtes de Beaune-Villages	21.05.1970	24.05.1970
Côte de Brouilly	19.10.1938	23.10.1938
Côte de Nuits-Villages	20.08.1964	26.08.1964
Côte Roannaise	14.02.1994	16.02.1994
Crémant de Bourgogne	17.10.1975	19.10.1975
Criots-Bâtard-Montrachet	31.07.1937	11.08.1937
Echezeaux	31.07.1937	11.08.1937
Fixin	08.12.1936	11.12.1936
Fleurie	11.09.1936	04.10.1936
Gevrey-Chambertin	11.09.1936	04.10.1936
Givry	08.02.1946	10.02.1946
Grand-Echezeaux	31.07.1937	11.08.1937
Griotte-Chambertin	31.07.1938	11.08.1937
Juliéas	11.03.1938	16.03.1938
Ladoix	21.05.1970	24.05.1970
Latricières-Chambertin	31.07.1937	11.08.1937
La Grande Rue	02.07.1992	08.07.1992
Mâcon ou Pinot-Chardonnay-Mâcon (vins blancs)	31.07.1937	11.08.1937
Mâcon (rouges et rosés)	31.07.1937	11.08.1937
Mâcon-Supérieur	31.07.1937	11.08.1937
Mâcon-Villages (blancs)	31.07.1937	11.08.1937

--	--	--

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
<p>Mâcon suivie du nom de la commune d'origine (vins blancs):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Azé</li> <li>. Berzé-la-Ville</li> <li>. Berzé-le-Châtel</li> <li>. Bissy-la-Mâconnaise</li> <li>. Burgy</li> <li>. Buissières</li> <li>. Chaintres</li> <li>. Chânes</li> <li>. La Chapelle-de-Guinchay</li> <li>. Chardonnay</li> <li>. Charnay-lès-Mâcon</li> <li>. Chasselas</li> <li>. Chevagny-les-Chevrières</li> <li>. Clessé</li> <li>. Crêches-sur-Saône</li> <li>. Cruzilles</li> <li>. Davayé</li> <li>. Fuissé</li> <li>. Grévilley</li> <li>. Hurigny</li> <li>. Igé</li> <li>. Leynes</li> <li>. Loché</li> <li>. Lugny</li> <li>. La Roche-Vineuse</li> <li>. Milly-Lamartine</li> <li>. Montbellet</li> <li>. Péronne</li> <li>. Pierreclos</li> <li>. Prissé</li> <li>. Pruzilly</li> <li>. Romanèche-Thorins</li> <li>. Saint-Amour-Bellevue</li> <li>. Saint-Gengoux-de-Scissé</li> <li>. Saint-Symphorien-d'Ancelles</li> <li>. Saint Vérand</li> <li>. Sologny</li> <li>. Solutré-Pouilly</li> <li>. Vergisson</li> <li>. Verzé</li> <li>. Vinzelles</li> <li>. Viré</li> <li>. Uchizy</li> </ul>	31.07.1937	11.08.1937
<p>Mâcon suivie du nom de la commune d'origine (vins rouges et rosés)</p>	31.07.1937	11.08.1937

Appellations d'origine	Décret de contrôle	Journal officiel
Maranges	23.05.1989	26.05.1989
Marsannay	19.05.1987	20.05.1987
Marsannay Rosé	19.05.1987	20.05.1987
Mazis-Chambertin	31.07.1937	11.08.1937
Mazoyères-Chambertin	31.07.1937	11.08.1937
Mercurey	11.09.1936	04.10.1936
Meursault	21.05.1970	24.05.1970
Montagny	11.09.1936	04.10.1936
Monthélie	21.05.1970	24.05.1970
Montrachet	31.07.1937	11.08.1937
Morey Saint-Denis	08.12.1936	11.12.1936
Morgon	11.09.1936	04.10.1936
Moulin-à-Vent	11.09.1936	04.10.1936
Musigny	11.09.1936	04.10.1936
Nuits ou Nuits-Saint-Georges	05.12.1972	16.12.1972
Pernand-Vergelesses	21.05.1970	24.05.1970
Petit Chablis suivie ou non de la commune d'origine	05.01.1944	20.01.1944
Pommard	11.09.1936	27.09.1936
Pouilly-Fuissé	11.09.1936	04.10.1936
Pouilly-Loché	27.04.1940	02.05.1940
Pouilly-Vinzelles	27.04.1940	02.05.1940
Puligny-Montrachet	21.05.1970	24.05.1970
Régnié	20.12.1988	22.12.1988
Richebourg	11.09.1936	27.09.1936
Romanée (La)	11.09.1936	27.09.1936
Romanée-Contie	11.09.1936	27.09.1936
Romanée Saint-Vivant	11.09.1936	27.09.1936
Ruchottes-Chambertin	31.07.1937	11.08.1937
Rully	13.06.1939	20.06.1939
Saint-Amour	08.02.1946	10.02.1946
Saint-Aubin	21.05.1970	24.05.1970
Saint-Romain	21.05.1970	24.05.1970
Saint-Véran	06.01.1971	10.01.1971
Santenay	21.05.1970	24.05.1970
Savigny-lès-Beaune	21.05.1970	24.05.1970
Tâche (La)	11.09.1936	27.09.1936
Volnay	09.09.1937	15.09.1937
Volnay Santenots	09.09.1937	15.09.1937
Vosnes-Romanée	11.09.1936	11.12.1936
Vougeot	08.12.1936	11.12.1936
Vin Fin de la Côte de Nuits	20.08.1964	26.08.1964
<i>Vins délimités de qualité supérieur</i>	<b>Arrêté de contrôle</b>	
Côtes du Forez	23.01.1956	01.02.1956
Sauvignon de Saint-Bris	05.08.1974	20.08.1974

7/02/96  
GL/MR/LA3

## BOISSONS SPIRITUEUSES

Catégorie	Dénomination	Décret de contrôle
RHUM	Rhum de la Martinique	25.07.1963
	Rhum de la Guadeloupe	25.07.1963
	Rhum de la Réunion	25.07.1963
	Rhum de la Guyane	25.07.1963
	Rhum Bourbon	loi 1919
EAU DE VIE	Eau-de-vie de Cognac	}15.05.1936
	Eau-de-vie des Charentes	}25.05.1909
	Cognac (cette dénomination peut être accompagnée d'une des mentions suivante)	}
	Fine	13.01.1938
	Grande Fine Champagne	13.01.1938
	Grande Champagne	13.01.1938
	Petite Fine Champagne	16.02.1978
	Petite Champagne	13.01.1938
	Fine Champagne	13.01.1938
	Borderies	13.01.1938
	Fins Bois	13.01.1938
	Bons Bois	13.01.1938
	Armagnac	}
	Bas Armagnac	}6.08.1936
	Haut Armagnac	}
	Tenarese	}
	Eau-de-vie de vin de la Marne	23.02.1942
	Eau-de-vie de vin originaire d'Aquitaine	23.02.1942
	Eau-de-vie de vin de Bourgogne	11.04.1946
	Eau-de-vie de vin originaire du Centre Est	24.06.1950
	Eau-de-vie de vin originaire de Franche Comté	23.02.1942
	Eau-de-vie de vin originaire du Bugey	9.05.1980 - 17.08.50
	Eau-de-vie de vin de Savoie	27.10.1967
	Eau-de-vie originaire des Côteaux de la Loire	23.02.1942
	Eau-de-vie des Côtes du Rhône	19.03.1948
	Eau-de-vie originaire de Provence	23.02.1942
	Eau-de-vie originaire du Languedoc	23.02.1942
	Faugères ou Eau-de-vie de Faugères	19.03.1948
EAU-DE-VIE DE MARC DE RAISIN	Eau-de-vie de marc de Champagne ou marc de Champagne	23.02.1942
	Marc de Bourgogne	23.02.1942
	Marc d'Auvergne	26.10.1949
	Marc de Lorraine	28.11.1979
	Marc d'Alsace Gewurztraminer ou marc d'Alsace	22.07.1966



Catégorie	Dénomination	Décret de contrôle
EAU-DE-VIE DE MARC DE RAISIN	Marc de raisin d'Alsace	loi de 1919
	Marc de Riquewihr	loi de 1919
	Eau-de-vie de marc originaire d'Aquitaine	23.02.1942
	Eau-de-vie de marc de Bourgogne	11.04.1946
	Eau-de-vie de marc originaire du Centre-Est	24.06.1950
	Eau-de-vie de marc originaire de Franche Comté	23.02.1942
	Eau-de-vie de marc originaire du Bugey ou marc du Bugey	17.08.1950
	Eau-de-vie de marc originaire de Savoie ou marc de Savoie	27.10.1967
	Eau-de-vie de marc originaire des Côteaux de la Loire	23.02.1942
	Eaux-de-vie de marc des Côtes du Rhône	19.03.1948
	Eau-de-vie de marc originaire de Provence	23.02.1942
	Eau-de-vie de marc originaire du Languedoc	23.02.1942
EAU DE VIE DE FRUITS	Mirabelle de Lorraine	30.11.1953
	Abricot d'Alsace	loi 1919
	Alizier d'Alsace	loi 1919
	Alizier de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Cassis d'Alsace	loi 1919
	Coing d'Alsace	loi 1919
	Eau-de-vie de Cassis d'Alsace	loi 1919
	Eau-de-vie de cidre d'Alsace	loi 1919
	Eglantine d'Alsace	loi 1919
	Eglantine de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Fraise d'Alsace	loi 1919
	Framboise d'Alsace	loi 1919
	Framboise de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Framboise de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Framboise du Val de Villé	loi 1919
	Framboise des Vosges	loi 1919
	Framboise sauvage des Vosges	loi 1919
	Gentiane d'Alsace	loi 1919
	Gentiane de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Gentiane de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Houx (baie de) d'Alsace	loi 1919
	Houx de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Houx de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Kirsch d'Alsace	loi 1919
	Kirsch de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Kirsch de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Kirsch du Val de Villé	loi 1919
	Kirsch du Val de Villé d'Alsace	loi 1919
	Mirabelle d'Alsace	loi 1919
	Mirabelle de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Mirabelle de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Mirabelle de Riquewihr	loi 1919
	Mûre d'Alsace	loi 1919

Catégorie	Dénomination	Décret de contrôle
EAU DE VIE DE FRUITS	Mûre de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Myrtille d'Alsace	loi 1919
	Myrtille de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Poire d'Alsace	loi 1919
	Poire de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Poire William de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Poire William de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Prune d'Alsace de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Prune de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Prune de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Prune sauvage d'Alsace	loi 1919
	Prunelle d'Alsace	loi 1919
	Prunelle de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Questsche de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Questsche de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Reine Claude d'Alsace	loi 1919
	Reine-Claude de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Sorbier d'Alsace	loi 1919
	Sorbier de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Sureau d'Alsace	loi 1919
	Sureau de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Sureau de montagne de la Vallée de Lapoutroie	loi 1919
	Sureau sauvage d'Alsace	loi 1919
	Eau-de-vie de poires William de la Vallée du Rhône - Cru des Balmes Viennoises	loi 1919
	Genièvre de Flandre	loi 1919
EAU-DE-VIE DE CIDRE	Calvados	11.09.1984
	Calvados du pays d'Auge	11.09.1984
	Eau-de-vie de cidre de Bretagne	10.04.1963
	Eau-de-vie de poiré de Bretagne	10.04.1963
	Eau-de-vie de cidre de Normandie	10.04.1963
	Eau-de-vie de poiré de Normandie	10.04.1963
	Eau-de-vie de cidre du Maine	10.04.1963
	Eau-de-vie de poiré du Maine	10.04.1963
APÉRITIF À BASE DE CIDRE	Pommeau de Bretagne	loi 1919
	Pommeau du Maine	loi 1919
	Pommeau de Normandie	loi 1919

<b>FROMAGES</b>
-----------------

- ABONDANCE**..... reconnue par le décret du 23 mars 1990 (JO du 25 mars 1990)
- BEAUFORT** ..... reconnu initialement par le décret du 4 avril 1968 et  
actuellement régie par le décret du 12 août 1993 (JO du 19  
août 1993)
- BLEU D'AUVERGNE** ..... reconnue initialement par le décret du 7 mars 1975 et  
actuellement régie par le D. 29 décembre 1986 (JO du 1er  
janvier 1987)
- BLEU DES CAUSSES** ..... reconnue initialement par le jugement du 19 novembre 1953 et  
actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du  
1er janvier 1987)
- BLEU DU HAUT JURA ou BLEU DE  
GEX ou BLEU DE SEPTMONCEL** ..... reconnue initialement par le décret du 25 juillet 1935 et  
actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du  
1er janvier 1987)
- BRIE DE MEAUX**..... reconnue initialement par le décret du 18 août 1980 et  
actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du  
1er janvier 1987)
- BRIE DE MELUN**..... reconnue par le décret du 18 août 1980 (JO du 30 août 1980)
- BROCCIU CORSE OU BROCCIU** ..... reconnue par décret du 10 juin 1983 (JO du 11 juin 1983)
- CAMEMBERT DE NORMANDIE** ..... reconnue initialement par le décret du 31 août 1983 et  
actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du  
1er janvier 1987)
- CANTAL ou FOURME DE  
CANTAL** ..... reconnue initialement par le jugement du 17 mai 1956 et régie  
actuellement par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er  
janvier 1987)
- CHABICHOU DU POITOU**..... reconnue par le décret du 29 juin 1990 (JO du 3 juillet 1990)

CHAOURCE .....	reconnue initialement par le décret du 19 août 1970 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
COMTE .....	reconnue initialement par le jugement du 22 juillet 1952 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
CROTTIN DE CHAVIGNOL ou CHAVIGNOL .....	reconnue initialement par le décret du 13 février 1976 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
EPOISSES .....	reconnue par le décret du 14 mai 1991 (JO du 17 mai 1991)
FOURME D'AMBERT ou FOURME DE MONTBRISON .....	reconnue initialement par le décret du 9 mai 1972 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
LAGUIOLE .....	reconnue initialement par le décret du 21 décembre 1961 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
LANGRES .....	reconnue par décret du 14 mai 1991 (JO du 17 mai 1991)
LIVAROT .....	reconnue initialement par le décret du 17 décembre 1975 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
MAROLLES ou MAROLLES .....	reconnue initialement par le décret du 17 juillet 1955 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
MONT D'OR ou VACHERIN DU HAUT DOUBS .....	reconnue initialement par le décret du 24 mars 1981 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
MUNSTER ou MUNSTER GEROME .....	reconnue initialement par le décret du 21 mai 1969 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
NEUFCHATEL .....	reconnue initialement par le décret du 3 mai 1969 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)

- OSSAU-IRATY - BREBIS PYRENEES reconnue initialement par le décret du 6 mars 1980 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
- PICODON DE L'ARDECHE ou  
PICODON DE LA DROME ..... reconnue initialement par le décret du 25 juillet 1983 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 20 juin 1990)
- PONT-L'EVEQUE..... reconnue initialement par le décret du 30 août 1972 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
- POULIGNY SAINT-PIERRE ..... reconnue initialement par le décret du 14 février 1972 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 16 avril 1991)
- REBLOCHON ou REBLOCHON DE  
SAVOIE ..... reconnue initialement par le décret du 7 août 1958 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
- ROCAMADOUR..... reconnue par le décret du 16 janvier 1996 (JO du 18 janvier 1996)
- ROQUEFORT .... reconnue initialement par le jugement du 22 décembre 1921 et la loi 26 juillet 1925 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
- SAINT-NECTAIRE ..... reconnue initialement par le jugement du 1er décembre 1955 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
- SAINTE-MAURE DE TOURAINE ..... reconnue par le décret du 29 juin 1990 (JO du 3 juillet 1990)
- SALERS ..... reconnue initialement par le décret du 21 décembre 1961 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)
- SELLES-SUR-CHER ..... reconnue initialement par le décret du 21 avril 1975 et actuellement régie par le décret du 29 décembre 1986 (JO du 1er janvier 1987)

<b>AUTRES PRODUITS LAITIERS</b>
---------------------------------

BEURRE CHARENTES-POITOU..... reconnu par le décret du 29 août 1979 (JO du 31 août 1979)

BEURRE DES CHARENTES..... reconnue par le décret du 29 août 1979 (JO du 31 août 1979)

BEURRE DES DEUX-SEVRES..... reconnue par le décret du 29 août 1979 (JO du 31 août 1979)

BEURRE D'ISIGNY..... reconnu par le décret du 30 juin 1986 (JO du 2 juillet 1986)

CREME D'ISIGNY..... reconnue par le décret du 30 juin 1986 (JO du 2 juillet 1990)

<b>AUTRES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES</b>
--

- CHASSELAS DE MOISSAC ..... reconnue initialement par un jugement du 21 juillet 1953 et  
régie actuellement par le décret du 14 juin 1971 (JO du 22  
juin 1971)
- DINDE FERMIERE DE BRESSE ..... reconnue par le décret du 22 décembre 1976 (JO du 24  
décembre 1976)
- HUILE ESSENTIELLE DE LAVANDE  
DE HAUTE-PROVENCE..... reconnue par le décret du 14 décembre 1981 (JO du 18  
décembre 1981)
- HUILE D'OLIVE DE NYONS ..... reconnue initialement par un jugement du 24 avril 1968 et  
régie actuellement par le décret du 10 janvier 1994 (JO du 27  
janvier 1994)
- OLIVES NOIRES DE NYONS ..... reconnue initialement par un jugement du 24 avril 1968 et  
régie actuellement par le décret du 10 janvier 1994 (JO du 27  
janvier 1994)
- NOIX DE GRENOBLE ..... reconnue par le décret-loi du 17 juin 1938 (JO du 26 juin  
1938)
- VOLAILLE DE BRESSE ..... reconnue initialement par un jugement du 22 novembre 1936  
et régie actuellement par le décret du 4 janvier 1995 (JO du 7  
janvier 1995)

**APPELLATIONS D'ORIGINE RECONNUES PAR VOIE JUDICIAIRE**

<b>CAROTTES DE CREANCE</b> .....	Tribunal de Grande Instance du 12 juillet 1960
<b>CASSIS DE DIJON</b> .....	Cour de Cassation du 30 janvier 1925
<b>FOIN DE CRAU</b> .....	Cour de Cassation du 7 janvier 1958
<b>HUITRES DE BELON</b> .....	Cour de Cassation du 16 mars 1964
<b>LENTILLES VERTES DU PUY</b> .....	Tribunal Civil du 17 janvier 1935 Tribunal de Grande Instance du 16 septembre 1983
<b>MIEL DE LORRAINE, MIEL DES VOSGES</b> .....	Tribunal Civil du 25 avril 1952
<b>PINTADEAUX DE LA DROME</b> .....	Tribunal de Grande Instance du 2 décembre 1969
<b>POULETS DU BOURBONNAIS</b> .....	Tribunal de Grande Instance du 28 mars 1961
<b>RAVIOLE DU DAUPHINE</b> .....	Cour de Cassation du 14 février 1989
<b>TRUFFE NOIRE DU TRICASTIN</b> .....	Tribunal de Grande Instance du 26 avril 1978
<b>VERMOUTH DE CHAMBERY</b> .....	Cour de Cassation du 7 mai 1930